

France Ô, une nécessité de service public

La Fédération du Spectacle CGT (délégation composée de Denis Gravouil, secrétaire de la FNSAC, Marc Chauvelot, secrétaire général du SNRT CGT FTV et Ghislaine Vingot, secrétaire générale de l'UCSA CGT FTV) a été reçue par la commission Smadja. Occasion pour la CGT de plaider pour le maintien de la chaîne France Ô sur la TNT.

Le mauvais procès

Le mauvais procès fait à France Ô porte sur ses faibles audiences. Pour la CGT, la faute en incombe à l'instabilité de sa ligne éditoriale et ce, depuis la création de France Ô. Chaîne des Outre-mer du temps de RFO Sat en 2003, puis chaîne de la diversité suite aux conflits sociaux de 2005, chaîne des cultures urbaines et des métissages, et de nouveau chaîne miroir des Outre-mer... Comment espérer fidéliser un public soumis à des changements de ligne éditoriale tous les deux ou trois ans ?

France Ô : une nécessité de service public

Pour la CGT, France Ô doit demeurer dans le bouquet TNT de FTV. La chaîne doit être un des moyens forts de maintenir le lien avec les Outre-mer, et ce, dans les deux sens. Comme pour les 1ère, France Ô doit être une chaîne de la proximité pour les communautés ultramarines résidant dans l'hexagone, mais dans le même temps, dans l'autre sens, elle doit apporter aux public ultramarins le regard utile et nécessaire sur ce qui les concerne dans l'hexagone.

Redéfinir la ligne éditoriale

Pour la CGT, il est impératif de redéfinir une bonne fois la ligne éditoriale de France Ô et surtout de s'y tenir. Aujourd'hui la ligne éditoriale est peu lisible et difficile à suivre. France Ô ne doit pas être la chaîne de la diversité mais la chaîne de la proximité avec les ultramarins. Cette redéfinition doit s'accompagner d'une politique de recrutement et d'une visibilité affirmée sur l'antenne.

Mauvaises ondes

La rencontre avec la commission n'a pas permis de lever les menaces qui pèsent sur l'avenir de France Ô, loin de là. D'après nos interlocutrices, « le petit budget dédié à France Ô ne permet pas d'en faire une chaîne généraliste ». Et avant tout, « France Ô doit arrêter d'être l'alibi diversité de FTV ». **La volonté affichée de renforcer la présence ultramarine sur les antennes premium est un vieux serpent de mer.** Depuis combien de temps demandons-nous que la réalité des Outre-mer soit traitée de la même façon que celle de l'Hexagone sur les autres chaînes nationales, sans attendre les cyclones ou les épidémies ou de comblement dans les JT lorsque l'actualité est creuse ? Mais qui peut croire que la suppression de France Ô engagera les directions des chaînes à satisfaire cette obligation ?

Le rapport d'étape de la commission sera rendu public dans le courant de la semaine prochaine.

Paris, le 11 juillet 2018